

RightsLab Maroc 2026 - Rencontre des jeunes défenseur·euses des droits humains

Croiser les expériences. Renforcer les pratiques. Relier les engagements.

Note conceptuelle

1. Contexte et justification

Les défenseur·euses des droits humains jouent un rôle essentiel dans la protection des libertés, l'accès à la justice, la lutte contre les discriminations et la transformation des politiques et pratiques qui affectent les droits fondamentaux.

Leurs formes d'engagement sont multiples. Certain·es interviennent à travers le droit et l'accompagnement des justiciables. D'autres documentent les violations, produisent de la connaissance, mobilisent des communautés, portent des campagnes, travaillent dans les médias, défendent les droits des femmes, des personnes migrantes, des personnes en situation de handicap, les libertés publiques, les droits économiques et sociaux, les droits environnementaux ou encore les droits numériques.

Cette diversité constitue une richesse. Pourtant, ces différents espaces de mobilisation restent encore souvent cloisonnés.

Les occasions permettant à de jeunes défenseur·euses issu·es de territoires, de disciplines et de mouvements différents de se rencontrer, de confronter leurs expériences et de réfléchir ensemble à leurs pratiques restent limitées.

Par ailleurs, l'évolution des contextes dans lesquels s'exerce la défense des droits humains impose aux acteurs et actrices de développer des compétences qui dépassent souvent leur domaine initial d'expertise. Défendre une cause suppose aujourd'hui de savoir analyser un environnement institutionnel, comprendre les rapports de pouvoir, documenter des situations, construire une stratégie, mobiliser le droit, développer un plaidoyer, communiquer auprès de différents publics, travailler en coalition et adapter ses modes d'action.

Ces compétences sont rarement acquises dans un seul parcours professionnel ou militant.

C'est dans cette perspective qu'Avocats Sans Frontières souhaite organiser **RightsLab Maroc 2026 – Rencontre des jeunes défenseur·euses des droits humains.**

RightsLab Maroc entend créer pendant plusieurs jours un espace privilégié de **formation, de transmission entre pairs, de réflexion collective et de mise en pratique**, réunissant vingt jeunes défenseur·euses des droits humains aux parcours volontairement différents.

Il ne s'agit pas de proposer une formation académique supplémentaire sur les droits humains, mais de créer un espace où les participant·es peuvent mettre en commun leurs expériences, questionner leurs méthodes de travail, découvrir de nouveaux outils et construire des liens avec des personnes engagées sur d'autres enjeux ou dans d'autres territoires.

2. Vision de RightsLab Maroc

RightsLab Maroc repose sur une conviction : **la capacité d'action des défenseur·euses se renforce autant par l'acquisition de nouveaux outils que par la confrontation des expériences et la rencontre avec d'autres pratiques.**

Un·e avocat·e peut apporter une lecture du contentieux et des institutions à un·e activiste communautaire.

Un·e journaliste peut aider un collectif à mieux penser son récit public.

Une militante féministe peut partager une expérience de mobilisation ou de construction de coalition avec un acteur travaillant sur les questions environnementales.

Une association implantée dans un territoire peut apporter une compréhension du terrain différente de celle d'une organisation nationale.

RightsLab Maroc est précisément conçu pour créer ces croisements.

Les participant·es ne seront donc pas uniquement considéré·es comme des personnes venant recevoir une formation. Chacun·e sera également invité·e à apporter une expérience, une pratique, un questionnement ou un savoir au collectif.

3. Objectif général

Contribuer au renforcement d'une nouvelle génération de défenseur·euses des droits humains au Maroc en leur offrant un espace de formation, de partage d'expériences et de mise en réseau permettant de consolider leurs pratiques et leur capacité d'action.

4. Objectifs spécifiques

RightsLab Maroc vise à :

- renforcer les connaissances et compétences pratiques des participant·es en matière de défense et de promotion des droits humains ;

- développer leur capacité à analyser les environnements politiques, juridiques, institutionnels et sociaux dans lesquels s'inscrit leur action ;
- renforcer leurs capacités à élaborer des stratégies de changement adaptées aux problèmes qu'ils et elles souhaitent adresser ;
- favoriser une utilisation stratégique et complémentaire du droit, du plaidoyer, de la mobilisation, de la communication et de la production de connaissances ;
- créer un espace permettant de partager les difficultés, apprentissages, réussites et échecs liés aux pratiques de défense des droits humains ;
- encourager le décloisonnement entre différentes thématiques, professions, générations d'engagement et territoires ;
- faciliter l'émergence de nouvelles collaborations et solidarités entre jeunes défenseur·euses.

5. Public cible et composition de la cohorte

RightsLab Maroc réunira **20 jeunes défenseur·euses des droits humains engagé·es au Maroc.**

La sélection cherchera volontairement à constituer une cohorte diverse plutôt qu'un groupe homogène de spécialistes.

Les participant·es pourront notamment être des juristes, avocat·es, militant·es associatifs, journalistes, chercheur·euses, activistes, organisateur·rices communautaires, professionnel·les de la communication ou personnes utilisant la culture et la création comme moyens de sensibilisation et de mobilisation.

Ils et elles pourront travailler sur des domaines aussi différents que l'accès à la justice, les droits des femmes, la migration, les droits des personnes en situation de handicap, la justice pénale, les libertés publiques, les droits économiques et sociaux, l'environnement, les droits numériques ou d'autres enjeux relatifs aux droits humains.

Une attention particulière sera accordée à la représentation de différentes régions du Maroc ainsi qu'à la participation de personnes issues de petites organisations, de collectifs, d'initiatives locales ou de formes d'engagement moins institutionnalisées.

L'appartenance à une organisation formellement constituée ne constituera pas une condition de participation.

La sélection reposera principalement sur la réalité de l'engagement, la motivation, la capacité à contribuer aux échanges et la complémentarité du profil avec ceux des autres membres de la cohorte.

6. Une approche fondée sur trois dimensions

Se former

RightsLab proposera des temps de formation consacrés à des compétences directement mobilisables par les défenseur·euses.

Les contenus seront conçus à partir des réalités de leurs pratiques et privilégieront les outils applicables à des situations concrètes.

Partager

Les expériences des participant·es constitueront une ressource centrale du programme.

Des espaces spécifiques permettront de présenter des pratiques, des initiatives, des difficultés rencontrées ou des enseignements tirés d'actions menées sur le terrain.

L'objectif est également de créer un espace où il est possible de discuter des actions qui ont moins bien fonctionné et des enseignements qui peuvent en être tirés.

Mettre en pratique

Les connaissances abordées pendant RightsLab seront régulièrement mobilisées dans des exercices, simulations, études de cas et travaux collectifs.

Les participant·es seront notamment invité·es à analyser des problèmes concrets, développer des stratégies, confronter différentes options et défendre leurs choix devant le groupe.

Cette dimension pratique doit permettre de passer rapidement de la compréhension d'un outil à son utilisation.

7. Axes possibles du programme

Le programme définitif sera construit en fonction des profils sélectionnés et des besoins identifiés lors du processus de candidature.

Plusieurs axes pourront néanmoins structurer RightsLab Maroc :

Comprendre son environnement d'action.

Analyser un problème de droits humains au-delà de sa seule dimension juridique, comprendre

les acteurs concernés, les institutions, les intérêts en présence, les rapports de pouvoir et les possibilités de changement.

Du problème à la stratégie.

Définir un objectif, identifier les leviers disponibles, construire une théorie du changement, identifier les alliés, les oppositions et les espaces d'influence.

Le droit comme outil de changement.

Réfléchir aux différentes utilisations du droit : accompagnement, contentieux stratégique, documentation, production d'arguments et articulation avec d'autres formes d'action.

Produire et utiliser des preuves.

Documenter une situation, exploiter les données disponibles, produire des analyses crédibles et transformer l'information en argument de plaidoyer.

Construire un plaidoyer.

Identifier les personnes ou institutions susceptibles d'agir, formuler une demande politique claire et développer une stratégie d'influence adaptée.

Raconter les droits humains.

Travailler sur les récits, les messages, les publics, les médias et les outils numériques afin de rendre une problématique compréhensible sans réduire sa complexité ni reproduire des représentations stigmatisantes.

Mobiliser et construire des alliances.

Réfléchir aux conditions de la mobilisation collective, au travail en coalition et aux possibilités de construire des alliances au-delà de son propre secteur d'intervention.

Protection, éthique et responsabilité.

Intégrer les questions de sécurité, de confidentialité, de consentement, de protection des personnes accompagnées et de responsabilité dans les différentes formes d'action.

8. Méthodologie pédagogique

RightsLab Maroc privilégiera des méthodes pédagogiques participatives.

Les sessions magistrales seront limitées au profit d'ateliers, d'études de cas, de travaux en petits groupes, de simulations, de débats, d'exercices pratiques et d'échanges entre pairs.

Les personnes ressources invitées seront sélectionnées non seulement pour leur expertise mais également pour leur capacité à dialoguer avec les participant·es et à partir de situations concrètes.

Une partie du programme pourra également être construite à partir des problématiques proposées par les participant·es eux-mêmes lors de leur candidature.

9. Un espace consacré aux pratiques des participant·es

RightsLab accordera une place spécifique aux expériences amenées par les membres de la cohorte.

Chaque participant·e pourra être invité·e à venir avec une situation, une initiative, un défi ou une question directement liée à son engagement.

Il pourra s'agir, par exemple, d'une campagne qui peine à mobiliser, d'une problématique difficile à porter auprès des institutions, d'un enjeu de coordination entre organisations, d'un obstacle rencontré dans l'accompagnement de personnes ou encore d'une stratégie dont les résultats n'ont pas été ceux attendus.

Ces situations pourront devenir des matériaux de travail collectif pendant RightsLab.

Cette approche doit permettre de faire de la rencontre un espace directement utile aux pratiques des participant·es.

10. Résultats attendus

À l'issue de RightsLab Maroc 2026 :

- vingt jeunes défenseur·euses des droits humains auront renforcé leurs compétences et leur capacité d'analyse stratégique ;
- les participant·es auront été exposé·es à des méthodes, secteurs et pratiques différents de leurs domaines habituels ;
- plusieurs situations et stratégies concrètes auront été travaillées collectivement ;
- de nouveaux liens professionnels et militants auront été créés entre des personnes issues de différents territoires et champs d'action ;
- un espace de confiance et de dialogue aura été créé entre les participant·es ;
- la rencontre pourra constituer le point de départ d'une communauté informelle de jeunes défenseur·euses susceptible de poursuivre les échanges et collaborations au-delà de l'événement.

11. Principes transversaux

RightsLab Maroc sera organisé dans le respect d'une approche fondée sur les droits humains et des principes de diversité, d'égalité, d'inclusion et de non-discrimination.

Une attention particulière sera accordée à l'équilibre de la cohorte, à la diversité territoriale et sociale des participant·es et à la création d'un espace permettant une participation effective de chacun·e.

Les échanges portant sur des situations individuelles ou des expériences sensibles devront respecter les principes de confidentialité et de consentement.

La rencontre reposera également sur la liberté du débat et la possibilité de confronter les idées, dans le respect des personnes et de la diversité des expériences.

12. Format indicatif

- **Intitulé** : RightsLab Maroc 2026 – Rencontre des jeunes défenseur·euses des droits humains
- **Signature** : *Croiser les expériences. Renforcer les pratiques. Relier les engagements.*
- **Nombre de participant·es** : 20 jeunes défenseur·euses des droits humains
- **Période** : octobre – novembre 2026
- **Durée indicative** : 3 à 4 jours
- **Format** : présentiel, avec une préférence pour un format résidentiel permettant de prolonger les échanges au-delà des sessions formelles
- **Lieu** : à déterminer
- **Langues de travail** : arabe, darija et français selon les besoins des participant·es et les formats de session.

13. Une rencontre pensée dans la durée

RightsLab Maroc 2026 n'a pas vocation à être uniquement un événement ponctuel.

La rencontre pourra constituer une première étape vers la création d'une communauté plus large de jeunes défenseur·euses, fondée sur l'échange de pratiques, la circulation d'opportunités, le partage de ressources et, lorsque cela est pertinent, l'émergence de collaborations.

L'ambition n'est pas de créer artificiellement un nouveau réseau institutionnel, mais de permettre aux relations construites pendant RightsLab de continuer à exister lorsque les participant·es y trouvent une utilité.

RightsLab Maroc entend ainsi créer un espace rare : **un lieu où des personnes engagées sur des luttes différentes peuvent sortir temporairement de l'urgence de leur action quotidienne, apprendre les unes des autres, renforcer leurs pratiques et découvrir ce que leurs engagements ont en commun.**